

Procédure No P20-037-CMN	Entrée en vigueur le: 27 novembre 2020	Émise par: Lise Bélanger Chef de section Cour numérique
Version 1.1	Modifié le :	
SAM: Système d'audience multimédia Vidéo témoignage en salle d'audience Procédure à l'intention des avocats de la défense		

1. Mise en contexte et objectifs

La directive TEM-7 concernant l'assignation des témoins et moyens de preuve alternatifs émise par le DPCP incite les avocats à évaluer la possibilité de faire entendre le témoin à distance lorsque les circonstances le permettent et sur autorisation du juge, que ce soit en matière criminelle ou pénale (annexe 1).

Afin de faciliter la tenue de tels témoignages, la cour municipale de la Ville de Montréal a mis en place la possibilité de témoigner par téléconférence après coordination avec le bureau du juge-président. Le Système d'audience multimédia (SAM) permettant le vidéo témoignage est actuellement accessible à partir de 3 salles d'audience, soit les salles 1.50, 1.60 et R.20.

Le présent document constitue un guide entourant l'utilisation du vidéo témoignage à l'intention des avocats .

2. Équipements

La solution de vidéo témoignage partage les mêmes équipements que ceux utilisés pour la vidéo comparution. Ainsi, le vidéo témoignage utilise les caméras, les écrans et l'amplification installés dans ces 3 salles.

	Salle 1.50	Salle 1.60	Salle R.20
Caméras	✓	✓	✓
Écran salle	✓	✓	✓
Écran juge	✓	✓	✓
Écran parties	✓	✓	

La solution de vidéo témoignage utilise l'application **Meet** de la **Suite Google**. Cette application permet à un individu de se joindre à une téléconférence à partir de tout appareil équipé d'une caméra, d'un microphone et, pour une expérience optimale, du fureteur Google Chrome.

3. Règles

1. La demande de vidéo témoignage d'un témoin doit avoir été autorisée par un juge (de préférence celui qui présidera le procès) et l'avocat doit informer le bureau du juge-président en transmettant un courriel au chef de section Soutien à la magistrature;
2. Le témoin doit avoir accès à un équipement informatique équipé d'une caméra, d'un haut-parleur et d'un microphone;
3. Pour une expérience optimale, le témoin doit utiliser le navigateur Google Chrome pour se brancher à la téléconférence lors de son vidéo témoignage;
4. Un subpoena doit avoir été signifié au témoin.

NOTE: afin de diminuer le temps d'attente pour les personnes impliquées, il est suggéré de faire entendre le témoin en début de séance lorsque cela est possible.

4. Procédures

4.1 Demande de réservation d'un vidéo témoignage

L'avocat doit compléter le formulaire de demande de réservation de vidéo témoignage en cliquant sur le lien ci-dessous afin de permettre à l'équipe de soutien de la cour numérique de planifier et d'organiser le vidéo témoignage. Le formulaire doit être complété au plus tard **5 jours ouvrables** avant la tenue du vidéo témoignage (annexe 2).

[Réservation d'un vidéo-témoignage](#)

4.2 Planification du vidéo témoignage

1. **Le responsable à la cour numérique** envoie un courriel au témoin avec le document intitulé "Guide d'utilisation et modalités du vidéo témoignage" expliquant le déroulement du vidéo témoignage et les étapes à venir (annexes 3 et 4).
2. **Il transmet une première invitation pour effectuer un test de communication** idéalement entre 3 et 7 jours avant la présentation du témoignage en salle d'audience (annexe 4). Le test sert à valider:
 - a. Le fonctionnement des équipements et du lien;
 - b. L'environnement physique dans lequel se trouvera le témoin au moment du témoignage. Le test doit être effectué dans les mêmes conditions que celles qui seront utilisées lors de l'audience;
3. Selon le résultat du test
 - a. **Test non concluant:** le responsable à la cour numérique avise par courriel l'avocat ayant fait la demande afin que celui-ci prenne les mesures appropriées.
 - b. **Test concluant:** le responsable à la cour numérique transmet une deuxième convocation pour le jour et l'heure de l'audience.

L'avocat ayant fait la demande reçoit une copie de tous les envois afin d'être en mesure de suivre le déroulement.

4.3 Déroulement le jour de l'audience

1. L'avocat ayant assigné le témoin doit communiquer avec lui afin de l'aviser d'être prêt pour la connexion quelques minutes avant que le témoignage soit requis.
2. Lorsque l'avocat est prêt à faire entendre son témoin, il avise le greffier-audencier qui communique avec le responsable du support en salle.
3. À partir du poste de travail situé dans la salle, le responsable établit la communication avec le témoin.
 - a. Le témoignage est projeté sur l'ensemble des écrans de la salle;
 - b. Le témoin voit le juge ainsi que les deux parties comme s'il était physiquement à la barre du témoin en salle.
4. Lorsque le témoignage est commencé, le responsable du support retourne dans son service.
5. À la fin du témoignage, le greffier-audencier contacte le responsable afin que ce dernier vienne fermer le système et récupérer les équipements. Entre-temps, le greffier-audencier peut éteindre le vidéo-témoignage à partir de l'écran tactile.

Poste de travail du responsable

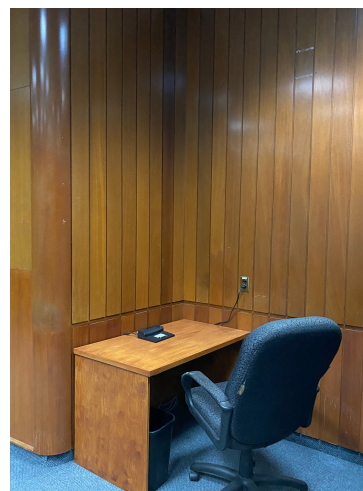
Salle 1.50



Salle 1.60



R.20



À tout moment durant le témoignage, le greffier-audencier dispose des fonctionnalités suivantes qui lui permettent de contrôler la diffusion sur les différents écrans:

- a. Réduction ou augmentation du volume sonore;
- b. Interruption de l'image ou du son envoyé;
- c. Mise en pause de l'appel;
- d. Choix de la vue envoyée au témoin (vue Identification ou vue Témoignage par défaut).

5. Annulation du témoignage

Dès que l'avocat sait que le témoignage n'aura pas lieu, il doit aviser l'équipe de support par courriel à l'adresse sam.courmunicipale@montreal.ca avec la mention **TÉMOIGNAGE ANNULÉ** dans l'objet du courriel. Si l'annulation survient la journée même du témoignage, l'avocat communique par téléphone avec l'équipe de la cour numérique au (514) 872-2108. L'avocat est également responsable d'aviser le témoin que son témoignage n'est plus requis.

6. Sondage et rapport

Le responsable de la cour numérique envoie un sondage au témoin pour obtenir ses commentaires suite à son expérience de vidéo témoignage. Un rapport statistique est également complété, le tout dans un souci d'amélioration continue.

ANNEXE 1 - TEM-7 Assignment des témoins et moyens de preuve alternatifs

DIRECTEUR
DES POURSUITES
CRIMINELLES ET PÉNALES
DU QUÉBEC

TEM-7

APPLICABLE AUX POURSUIVANTS DÉSIGNÉS ET AUX PROCUREURS
AGISSANT DEVANT LES COURS MUNICIPALES

ASSIGNATION DES TÉMOINS ET MOYENS DE PREUVE ALTERNATIFS

Refonte :	2018-11-16
Référence :	Sections VII et IX du <i>Code de procédure pénale</i> (RLRQ, c. C-25.1) Articles 486 à 486.7, 657.1, 657.3, 698, 700(2), 714.1 à 714.8 du <i>Code criminel</i> (L.R.C. (1985), ch. C-46) Articles 15, 19 à 36 de la <i>Loi sur la preuve au Canada</i> (L.R.C. (1985) ch. C-5) Article 149 de la <i>Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques</i> (RLRQ, c. I-8.1) Article 123.4 de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> (RLRQ, c. Q-2) Article 15 de la <i>Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales</i> (RLRQ, c. D-9.1.1)
Renvoi :	Directives REM-1 , VIC-1 Orientations et mesures du ministre de la Justice en matières d'affaires criminelles et pénales (RLRQ, c. M-19, r. 1), paragraphe 12 Déclaration de services aux citoyens du Directeur des poursuites criminelles et pénales Déclaration de principe concernant les témoins
Note :	Cette directive intègre les principes des directives PRE-2 et TEM-1 qui ont été abrogées le 16 novembre 2018

1. **[Objet]** - La présente directive vise à minimiser les inconvénients inhérents au passage des témoins dans le système de justice criminelle et pénale, notamment en encourageant l'utilisation des moyens de preuve et de procédure prévus par la loi afin d'éviter leur assignation ou leur déplacement et d'assurer leur protection.

Elle tient notamment compte des engagements souscrits dans la [Déclaration de principe concernant les témoins](#) et la [Déclaration de services aux citoyens du Directeur des poursuites criminelles et pénales](#), particulièrement en ce qui



DIRECTEUR
DES POURSUITES
CRIMINELLES ET PÉNALES
DU QUÉBEC

TEM-7

APPLICABLE AUX POURSUIVANTS DÉSIGNÉS ET AUX PROCUREURS
AGISSANT DEVANT LES COURS MUNICIPALES

a trait à la prise en compte de la situation personnelle des témoins et de leurs besoins.

2. **[Alternative à la preuve testimoniale]** - Lorsque les circonstances le permettent, le procureur privilégie les moyens de preuve permettant d'éviter l'assignation d'un témoin, tels que :
- a) preuve d'une inscription dans un livre ou registre tenu par une institution financière ou de l'absence de compte par le dépôt d'un affidavit ou d'une déclaration solennelle (art. 29 *Loi sur la preuve au Canada*) (annexes 1 et 2);
 - b) production d'une pièce établie dans le cours ordinaire des affaires (art. 30 *Loi sur la preuve au Canada*);
 - c) preuve de l'identité du propriétaire légitime d'un bien et de la valeur de ce bien par le dépôt d'un affidavit ou d'une déclaration solennelle (art. 657.1 C.cr.) (annexe 3);
 - d) preuve de la validité d'une carte de crédit par le dépôt d'un affidavit ou d'une déclaration solennelle (art. 657.1 C.cr.) (annexe 4);
 - e) preuve des faits constatés par un agent de la paix ou une personne chargée de l'application d'une loi par le dépôt d'un rapport d'infraction (art. 62 C.p.p.);
 - f) preuve de la délivrance et du contenu d'un certificat, d'une licence, d'un permis ou de toute autre autorisation requise par une loi relativement à l'exercice d'une activité par le dépôt de cette autorisation ou d'une attestation signée par l'autorité compétente pour la délivrer (art. 66 C.p.p.);



DIRECTEUR
DES POURSUITES
CRIMINELLES ET PÉNALES
DU QUÉBEC

TEM-7

APPLICABLE AUX POURSUIVANTS DÉSIGNÉS ET AUX PROCUREURS
AGISSANT DEVANT LES COURS MUNICIPALES

- g) preuve des renseignements contenus dans un registre tenu en vertu de la loi ou pour l'application d'une loi par un ministère ou un organisme public par le dépôt d'un certificat, signé par celui qui en a la garde, contenant des extraits de ce registre (art. 67 C.p.p.);
 - h) preuve de certains faits par le dépôt d'un certificat (ex. : art. 149 *Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques* et art. 123.4 *Loi sur la qualité de l'environnement*);
 - i) preuve de certains faits par le dépôt d'admissions.
3. **[Assignment d'un témoin]** - Lorsque la présentation d'une preuve testimoniale s'avère nécessaire, le procureur s'assure que, dans la mesure du possible, l'assignment à témoigner soit transmise au témoin au moins 15 jours avant la date où sa présence est requise devant le tribunal.
4. **[Témoignage à distance]** - Pour minimiser les inconvénients inhérents au déplacement d'un témoin et favoriser une saine administration de la justice, le procureur évalue la possibilité d'obtenir l'autorisation de faire témoigner le témoin à distance, au moyen d'un instrument qui retransmet son image et sa voix (visioconférence) ou uniquement sa voix (art. 714.1 à 714.8 C.cr., art. 61 C.p.p.). À cette fin, le procureur tient compte du lieu où le témoin se trouve, de sa situation personnelle, des coûts associés à sa présence devant le tribunal et de la nature de sa déposition.

Le recours au témoignage à distance est particulièrement souhaitable pour faire entendre des témoins experts, puisque ces derniers doivent fréquemment couvrir un vaste territoire pour répondre à une assignment (ex. : experts du Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale).



DIRECTEUR
DES POURSUITES
CRIMINELLES ET PÉNALES
DU QUÉBEC

TEM-7

APPLICABLE AUX POURSUIVANTS DÉSIGNÉS ET AUX PROCUREURS
AGISSANT DEVANT LES COURS MUNICIPALES

5. **[Mesures d'aide au témoignage]** - Lorsque les circonstances le justifient, compte tenu notamment de la nature de l'infraction en cause, de la situation personnelle du témoin, de ses rapports antérieurs avec le contrevenant ou de la dangerosité de celui-ci, le procureur demande au tribunal de rendre toute ordonnance appropriée en vue de favoriser un sentiment de sécurité chez le témoin, de faciliter son témoignage et de maintenir sa confiance envers le système de justice (art. 486 à 486.7 C.cr.).
6. **[Information au témoin]** - Le procureur responsable du dossier s'assure que tous les renseignements dont le témoin de la poursuite pourrait avoir besoin lui soient fournis.
7. **[Suivi des assignations]** - Le procureur en chef met en place les procédures administratives nécessaires qui permettent de confirmer que les témoins civils de la poursuite ont reçu leur assignation à témoigner.
8. **[Témoin dans l'impossibilité de se présenter]** - Conformément à la directive [REM-1](#), le procureur limite les demandes de remise aux situations exceptionnelles pour lesquelles il n'y a pas d'alternative susceptible de mieux servir les intérêts de la justice. Ainsi, lorsqu'il est informé qu'un témoin ne peut se présenter, pour un motif sérieux, à la date à laquelle il a été convoqué, le procureur évalue toutes les autres possibilités avant de demander le report du dossier.

S'il se voit dans l'obligation de demander un tel report, le procureur se conforme à la directive [REM-1](#).



DIRECTEUR
DES POURSUITES
CRIMINELLES ET PÉNALES
DU QUÉBEC

TEM-7

APPLICABLE AUX POURSUIVANTS DÉSIGNÉS ET AUX PROCUREURS
AGISSANT DEVANT LES COURS MUNICIPALES

9. **[Requête en annulation d'une assignation]** - Lorsque le procureur considère qu'un témoin assigné à la demande de la défense n'est manifestement pas susceptible de fournir quelque preuve substantielle lors d'une procédure, il présente une requête en annulation de l'assignation au juge compétent, dans l'esprit d'une saine utilisation des ressources judiciaires et afin d'éviter les inconvénients inhérents à une assignation.

ANNEXE 2 - Demande de réservation d'un vidéo témoignage

Les réponses ne peuvent pas être modifiées.

Demande de réservation pour un vidéo témoignage

Ce formulaire permet de réserver le matériel et les ressources requis pour un vidéo témoignage à partir de notre Système d'audience multimédia (SAM). Assurez-vous d'avoir obtenu l'autorisation du juge et de disposer des coordonnées de votre témoin.

* Obligatoire

Adresse électronique *

lie.belanger@montreal.ca

Identification de la demande

Coordonnées de l'avisat qui demande un vidéo témoignage

Nom du demandeur *

M. Unif

Numéro de téléphone *

Format 999-999-9999

514-955-1122

Identification de la partie *

☐ Défense

☒ Poursuite

Identification du dossier

Numéro du dossier principal *

Format 999-999-9999

100-000-000

Nom et prénom du défendeur *

Lagaffe, Gaston

Autorisation du juge

Inscrire le nom du juge qui a autorisé le vidéo témoignage

Nom du juge *

Autre

Si vous avez répondu "Autre", spécifier le nom du juge

Juge A. Tremblay

Date à laquelle le juge a autorisé le vidéo témoignage *

DD MM YYYY

10 / 08 / 2020

Information concernant le vidéo témoignage

Date et heure du vidéo témoignage. *

Ces informations inscrites seront sur l'invitation qui sera transmise au témoin.

DD MM YYYY Heure

03 / 09 / 2020 10 : 00 AM

Information concernant le vidéo témoignage

Date et heure du vidéo témoignage. *

Ces informations inscrites seront sur l'invitation qui sera transmise au témoin.

DD MM YYYY Heure

03 / 09 / 2020 10 : 00 AM

Indiquer la salle prévue pour l'audition. *

Si l'audition doit avoir lieu dans une autre salle, effectuer les démarches pour obtenir un changement de salle.

☐ Salle R.20

☒ Salle 1.50

☐ Salle 1.60

Identification du témoin

Nom et prénom *

César, Jules

Ville de résidence

Rome

Numéro de téléphone *

Format 999-999-9999

033 111 122 5487

Numéro de cellulaire

Format 999-999-9999

Adresse électronique *

julescesar@roma.ca

Remarques particulières

Personne pas très à l'aise avec la technologie

Envoyé : 2020-08-14 17:11:12

Nom du juge *

Autre

Si vous avez répondu "Autre", spécifier le nom du juge

Juge A. Tremblay

Date à laquelle le juge a autorisé le vidéo témoignage *

DD MM YYYY

10 / 08 / 2020

Information concernant le vidéo témoignage

Date et heure du vidéo témoignage. *

Ces informations inscrites seront sur l'invitation qui sera transmise au témoin.

DD MM YYYY Heure

03 / 09 / 2020 10 : 00 AM

ANNEXE 3 - Guide d'utilisation et modalités du vidéo témoignage

Cour municipale de la Ville de Montréal Guide d'utilisation et modalités du vidéo témoignage

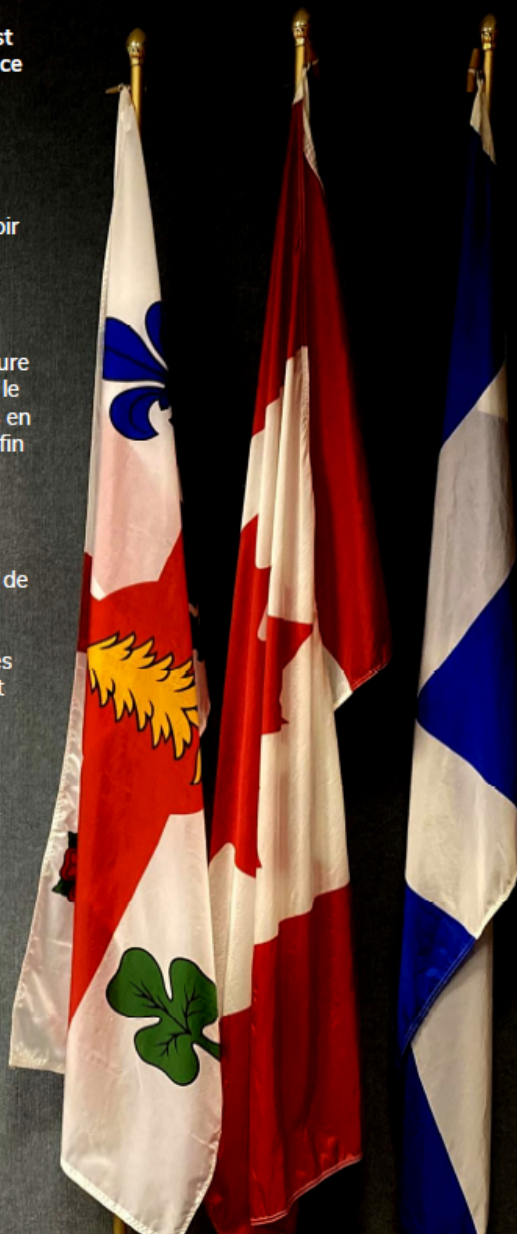
Le vidéo témoignage

La cour municipale de la Ville de Montréal est équipée d'une plateforme de vidéo conférence utilisant l'application Google Meet et permettant à un témoin de rendre son témoignage à distance lors d'une audience.

Le présent document décrit les différentes étapes et conditions à respecter afin de pouvoir utiliser ce mode de communication.

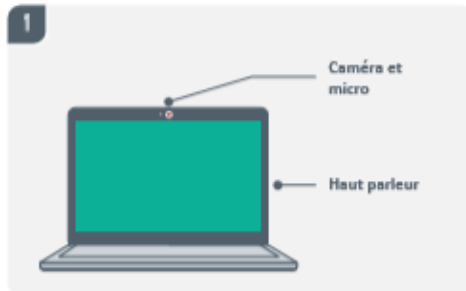
Le témoin, à partir d'un équipement assorti d'une caméra et un micro, entrera en communication avec la salle d'audience à l'heure convenue avec l'avocat de la partie qui désire le faire entendre. Son témoignage sera transmis en direct sur les différents écrans prévus à cette fin dans la salle d'audience.

Un test préalable, au plus tard 3 jours avant l'audience, sera effectué avec un agent de la cour afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'équipement qui sera utilisé par le témoin. Ce test permettra également de vérifier que l'environnement du témoin répond aux normes entourant le décorum de la cour, tel que décrit plus amplement dans ce document.

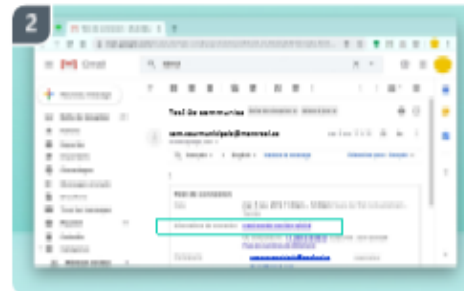


Cour municipale de la Ville de Montréal Guide d'utilisation et modalités du vidéo témoignage

A. Utilisation de Google Meet



Assurez-vous d'être équipé avec un appareil doté d'une caméra, d'un micro et de haut-parleurs fonctionnels. Vous devez obligatoirement utiliser le navigateur Google Chrome*. Pour une meilleure qualité de transmission, vous pouvez utiliser une connexion filaire ou limiter le nombre d'utilisateurs sur votre réseau lors de votre vidéo témoignage.



Suite à la réception du courriel « Test de communication », veuillez accepter l'invitation. Par la suite le courriel pourrait être déplacé automatiquement dans la corbeille, mais l'invitation se trouvera dans votre agenda. Pour vous connecter à la téléconférence cliquez sur l'hyperlien « informations de connexion ».



Autorisez l'accès à la caméra et au microphone.



Si vous rencontrez des problèmes techniques, vérifiez la configuration à partir de dans le coin inférieur droit, option « Paramètres »



Cliquez sur « Se joindre à l'appel » pour vous connecter.

Assurez-vous d'être dans le même environnement que lors de l'audience.



Lors de cet appel, vérifiez que la qualité de l'image et du son vous permettront de voir et d'entendre l'audience.

VOUS AVEZ DES QUESTIONS ?

Si vous avez des questions techniques, veuillez communiquer avec nous à l'adresse suivante: sam.courmunicipal@montreal.ca
* Pour installer le navigateur Google Chrome sur votre ordinateur, suivez le lien: <https://www.google.ca/chrome>

Pour les questions concernant votre témoignage, communiquez avec l'avocat qui vous a assigné.

Montréal
Services des affaires juridiques
Cour municipale numérique

Cour municipale de la Ville de Montréal Guide d'utilisation et modalités du vidéo témoignage

B. Le jour de l'audience

Le lieu

Assurez-vous d'être dans un endroit calme, sans bruit, disposant d'un éclairage suffisant. Vous ne pouvez pas être accompagné d'une autre personne. Aucun animal ne doit être présent dans la pièce.



Attitude

Vous devez en tout temps être respectueux envers le juge et les différents représentants et être prêt à l'heure convenue.



Enregistrement

Vous ne devez, en aucun temps, enregistrer votre témoignage (captation vidéo ou enregistrement vocal).



Tenue

Vous devez être convenablement vêtu, ne porter ni casquette, camisole ou autres vêtements de cette nature. Une tenue de ville est recommandée. N'oubliez pas que votre image sera retransmise et visible à l'ensemble des intervenants présents dans la salle.



Nourriture

Vous n'êtes pas autorisé à manger durant votre témoignage. Cependant, il est permis d'avoir une bouteille ou un verre d'eau pour vous désaltérer durant votre témoignage au besoin.



Parole

Un agent de la cour vous contactera à l'heure prévue pour établir la communication. Par la suite, veuillez attendre les questions. Vous serez d'abord interrogé par l'avocat qui vous a assigné. Ensuite, ce sera au tour de l'autre avocat. Le juge peut aussi vous poser des questions.



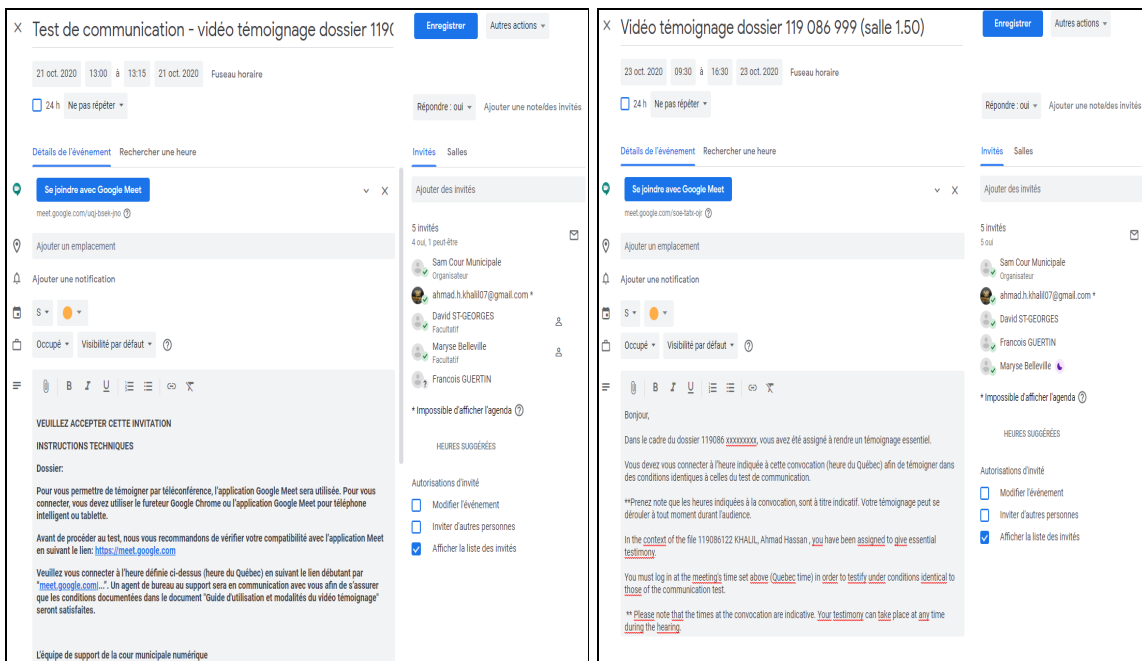
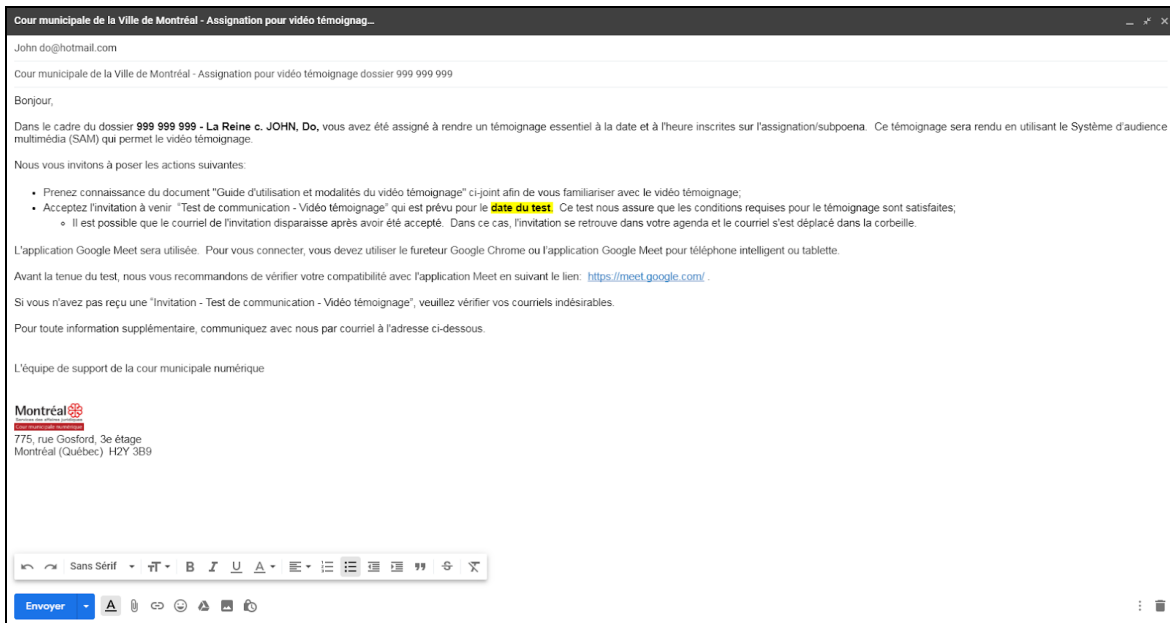
VOUS AVEZ DES QUESTIONS?

Si vous avez des questions techniques, veuillez communiquer avec nous à l'adresse suivante: sam.courmunicipale@montreal.ca
Pour installer le navigateur Google Chrome sur votre ordinateur, suivez le lien: <https://www.google.ca/chrome>

Pour les questions concernant votre témoignage, communiquez avec l'avocat qui vous a assigné.

Montréal
Services des affaires juridiques
Cour municipale numérique

ANNEXE 4 - Courriel d'information et invitation au test / à l'audience



**** Fin de la procédure ****